

**Publié le 13 juin 2009 à 10h19 | Mis à jour le 13 juin 2009 à 10h20**

La structure est malade

Par Nathalie Collard, La Presse



Montréal n'a pas les moyens de faire l'économie d'un débat sur sa gouvernance.  
C'est en gros ce que pensent les membres de l'Association des économistes québécois.

On sait que le sujet de la gouvernance est au cœur des motivations qui ont poussé l'ex-ministre des Affaires municipales Louise Harel à revenir en politique, cette fois sur la scène municipale. Son cri du cœur, «J'ai mal à ma ville!» dénonçait précisément cette surgouvernance qui paralyse Montréal. Le maire de Montréal Gérald Tremblay, lui, évite ce sujet comme la peste. Au cours des dernières semaines, il a déclaré à plusieurs reprises que les Montréalais n'ont pas envie d'un débat de structures et que, pour sa part, il souhaite plutôt parler de développement économique.

Mais les économistes (qui connaissent sans doute deux ou trois choses à propos de développement économique) sont formels: les problèmes de gouvernance sont un frein au développement de la métropole. Invité à la tribune de la chambre de commerce du Montréal métropolitain cette semaine, le président de la firme SECOR, Marcel Côté, a présenté une synthèse des discussions qui ont eu lieu lors de leur colloque annuel, en mai dernier. Les conclusions de 10 chantiers pour Montréal sont sans équivoque: la métropole souffre de problèmes de structures. Selon eux, si on ne s'y attaque pas, elle ne s'épanouira jamais à sa pleine mesure.

Évidemment, ce n'est pas le genre de débat qui anime les soupers entre amis sur le Plateau-Mont-Royal. On aime mieux parler de pistes cyclables, de design et de qualité de vie. Et c'est bien normal. Sauf que, pour arriver à cette qualité de vie à laquelle tout le monde aspire, ce Montréal rêvé, il faut simplifier le fonctionnement de la Ville, rendre la prise de décision plus fluide.

Dans la foulée des fusions municipales, des pouvoirs municipaux ont été déplacés vers les arrondissements. Dans certains cas, ces changements étaient logiques (pensons seulement à l'attribution des permis de construire, qui doit être un service de proximité). Par contre, d'autres services (on pense bien sûr au déneigement, à l'urbanisme, etc.) doivent absolument être analysés afin qu'on puisse décider s'ils ne seraient pas plus efficaces sous la houlette de la ville centre.

Le document 10 chantiers pour Montréal propose donc la mise sur pied d'un groupe d'experts qui analyseraient l'ensemble des services et qui émettraient rapidement une série de recommandations. Une idée très sensée que nous avons d'ailleurs déjà évoquée («Réparer Montréal», 8 mai 2009).

Dans son programme, qu'il a dévoilé la semaine dernière, le parti Projet Montréal, s'engage à centraliser des services comme l'adjudication des contrats et l'urbanisme. Il faut aller encore plus loin. Chaque parti devrait s'engager, s'il est élu, à créer un groupe de travail indépendant qui proposerait rapidement des solutions concrètes pour rendre l'administration municipale plus efficace. C'est une priorité si on veut que notre ville sorte du marasme dans laquelle elle semble vouloir s'enfoncer.